

Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P.

Assistance juridique, représentation légale et conseil / consultation juridique pour la Direction des Ressources Humaines (DRH) de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de la Gironde

Assistance juridique, représentation légale et conseil en matière de droit du travail,
droit social et contentieux social, prud'homal et pénal

Marché n°39_2025PI
Marché de prestations intellectuelles
Marché à procédure adaptée – MAPA

SOMMAIRE

ARTICLE 1	ACHETEUR PUBLIC	4
1.1	Dénomination de l'organisme contractant	4
1.2	Type d'acheteur	4
ARTICLE 2	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3	FORME ET NATURE DU MARCHÉ	4
3.1	Forme du marché	4
3.2	Nature du marché	4
ARTICLE 4	ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 5	CONSISTANCE DU MARCHÉ SUR UNE ANNÉE	5
ARTICLE 6	DURÉE DU MARCHÉ ET POINT DE DÉPART DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 7	VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	5
ARTICLE 8	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
8.1	Pièces particulières.....	6
8.2	Pièces générales	6
ARTICLE 9	PRIX	6
9.1	Forme des prix.....	6
9.2	Contenu des prix	7
9.3	Révision des prix.....	7
9.4	Clause butoir	8
9.5	Clause de sauvegarde.....	8
9.6	Clause de réexamen	8
ARTICLE 10	DÉFINITION DES PRESTATIONS	8
10.1	Détail des prestations.....	8
10.2	Évolution des prestations.....	8
ARTICLE 11	MODALITÉS DE SUIVI DU MARCHÉ	8
11.1	Représentation des parties	8
11.2	Reporting, pilotage et réunions de suivi	9
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	9
12.1	Prise en charge du stock de dossiers.....	9
12.2	Règlement des sommes dues.....	9
12.3	Délai de paiement	11
12.4	Avances - acomptes.....	11
ARTICLE 13	RÉCEPTION DES SERVICES ET ACHEVEMENT DE LA MISSION	11
13.1	Vérification et réception des services	11
13.2	Achèvement de la prestation	11
ARTICLE 14	ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	12
14.1	Les intervenants	12
14.2	Obligations et responsabilité du Titulaire	12
14.3	Déontologie	13
ARTICLE 15	PÉNALITÉS	14
15.1	Pénalités de retard	14
15.2	Autres pénalités	14
15.3	Cumul des pénalités	15
ARTICLE 16	CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES	15
ARTICLE 17	SOUS-TRAITANCE.....	15
ARTICLE 18	RESPONSABILITÉ.....	16

ARTICLE 19	ASSURANCE	16
ARTICLE 20	MODIFICATIONS DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	16
20.1	Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique	16
20.2	Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique	16
ARTICLE 21	RESILIATION	17
ARTICLE 22	DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	17
ARTICLE 23	CONFIDENTIALITE	18
ARTICLE 24	DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD	18
24.1	Objet et description du traitement	19
24.2	Obligations du Titulaire du marché	19
24.3	Obligations du Pouvoir adjudicateur	19
ARTICLE 25	LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE	19
ARTICLE 26	DEROGATIONS AU CCAG-PI	20

Article 1 ACHETEUR PUBLIC

1.1 Dénomination de l'organisme contractant

Organisme	Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde
Pouvoir adjudicateur	Monsieur Philippe CLAUSSIN Directeur
Adresse	Place de l'Europe
Code postal	33085
Localité	Bordeaux cedex
Pays	France
Courriel	achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr
Adresse profil acheteur	https://www.marches-publics.gouv.fr

1.2 Type d'acheteur

La Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde est un organisme de droit privé gérant une mission de service public soumis à la réglementation des marchés publics régie par le code de la commande publique.

Article 2 OBJET DU MARCHE

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions selon lesquelles la CPAM de la Gironde confie au Titulaire, qui les accepte, la réalisation de prestations d'assistance juridique, de représentation légale et de conseil juridique en matière de droit du travail, droit social et contentieux social, prud'homal et pénal, pour le compte du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de déterminer précisément ni le nombre, ni la nature des questions d'ordre juridique qui se poseront, ni le nombre, ni la nature des dossiers au contentieux qui surviendront en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Toutes les prestations présentes à l'accord-cadre sont exclusivement réservées à la profession d'avocat, y compris le conseil juridique.

Le détail des prestations attendues est décrit dans le Cahier des Clauses Techniques particulières (C.C.T.P.).

Article 3 FORME ET NATURE DU MARCHE

3.1 Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande pour les prestations à la demande identifiées dans le Bordereau des Prix (BP).

Les prestations prévues devront être réalisées régulièrement et intégralement selon les termes définis au contrat. Si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

3.2 Nature du marché

Il s'agit d'un marché public de services au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

Article 4 ALLOTISSEMENT

En application de l'article L.2113-10 du Code de la Commande publique, le présent marché n'est pas alloti.

Article 5 CONSISTANCE DU MARCHE SUR UNE ANNEE

5.1 Volumétrie annuelle de la prestation d'assistance juridique et/ou de représentation légale

- entre 2 et 10 dossiers par an
Soit un volume global de 30 dossiers sur 4 années (marge haute).

Le volume estimé indiqué ci-dessus n'a qu'une valeur indicative et n'engage donc en rien l'organisme.
Le stock actuel est de moins de 10 dossiers.

5.2 Volumétrie annuelle de prestation de conseil / consultation juridique

- Entre 8 et 15 demandes de consultation / conseil juridique par an
Soit un volume global de 50 consultations / conseils juridiques sur 4 années (marge haute).

Le volume estimé indiqué ci-dessus n'a qu'une valeur indicative et n'engage donc en rien l'organisme.

Article 6 DUREE DU MARCHE ET POINT DE DEPART DES PRESTATIONS

Le marché est passé pour une période ferme d'un (1) an à compter **de la notification et au plus tard le 1er janvier 2026.**

Il peut être reconduit trois (3) fois par reconduction tacite pour une durée d'un (1) an à chaque fois. La durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

En cas de non reconduction, la décision sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au Titulaire par lettre recommandée électronique avec accusé de réception, deux (2) mois avant l'expiration de la période considérée.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la Commande publique.

Il pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 21 du présent C.C.A.P.

Article 7 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Aucune variante n'est autorisée.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

Article 8 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI, ce marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalant selon l'ordre de priorité suivant :

8.1 Pièces particulières

- › L'Acte d'Engagement (AE),
- › L'annexe financière (Bordereau des Prix – BP), Annexe n°2 à l'AE,
- › Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- › L'Acte Contractuel de Confidentialité (ACC), Annexe n°1 à l'AE,
- › Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- › L'offre technique du Titulaire, constituée du « **Cadre de Réponse Technique (CRT)** » dûment complété et accompagné de ses annexes et pièces, étant précisé que ce cadre de réponse technique prévaut sur toute autre éventuelle documentation technique (autres annexes, mémoire technique...) présentée en dehors du cadre de réponse technique ;
- › La charte informatique de l'Assurance maladie ;
- › Le livret de sécurité à destination des prestataires ;
- › Toutes autres pièces contractuelles réclamées au cours de la procédure de passation du marché.

8.2 Pièces générales

- › Le Code de la Commande publique,
- › L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- › Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), Arrêté du 30 mars 2021.

Les candidats déclarent connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont notamment concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Article 9 PRIX

9.1 Forme des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix mixtes (forfaitaires et unitaires), pour les prestations identifiées dans l'annexe n°2 à l'Acte d'Engagement (Bordereaux de Prix).

Il est rappelé qu'au terme de l'article R.2112-6 1° du code de la commande publique, un prix unitaire est un prix « *appliqué aux quantités réellement livrées ou exécutées* ».

Par conséquent, le Titulaire s'engage à effectuer une prestation pour les quantités prévues aux bons de commandes émis lors de l'exécution du présent marché.

Il est rappelé qu'au terme de l'article R.2112-6 2° du code de la commande publique, un prix forfaitaire est un prix « *appliqué à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées* ».

Par conséquent, le Titulaire s'engage à effectuer une prestation pour le forfait proposé, quelles que soient les quantités réellement livrées ou exécutées.

9.2 Contenu des prix

Les prix du présent marché indiqués en annexe financière de l'acte d'engagement (AE), qu'ils soient forfaitaires ou unitaires, s'entendent tous frais compris.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, ainsi que tous les frais afférents à ladite mission, telles que la préparation, l'assistance, la rédaction de tout document, les réunions, tous les frais de déplacement (dans le département) ou autres frais éventuels nécessaires à l'exécution des missions prévues au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Pour rappel, le forfait relatif à l'assistance juridique et à la représentation légale comprend les temps d'échanges avec le service bénéficiaire, les temps de réunions, le temps dévolu à la rédaction de toutes les écritures exigées par la procédure, avec argumentation, le suivi RPVA, la préparation des audiences, la représentation en justice, y compris les renvois d'audience, la rédaction des notes d'audience, la rédaction de l'analyse de la décision rendue, avec conseils et avis d'opportunité sur les voies de recours, le recouvrement amiable, la gestion des fonds CARPA et la remise de toutes les pièces au service bénéficiaire.

Les décisions intermédiaires de procédure (conférence, renvoi, mise en état, mise en délibéré, injonction de conclure, ordonnance de clôture, incident, fin de non-recevoir, référé...) n'entraînent pas de paiement spécifique. Leur traitement est compris dans le forfait.

Aucun supplément ne pourra donc être réclamé à l'organisme à l'exception des droits de plaidoirie qui seront réglés à l'avocat.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes (H.T.) et toutes taxes comprises (T.T.C.).

9.3 Révision des prix

Prix initial :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (soit Novembre 2025) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Prix de règlement :

Le prix de règlement est le prix qui sera effectivement payé au Titulaire du marché. Il résulte du prix initial, auquel a été appliquée la clause de variation des prix prévue dans le marché ci-dessous.

Le règlement sera effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du Titulaire mentionné à l'Acte d'engagement (AE).

Les prix du marché, qu'ils soient forfaitaires ou unitaires, sont fermes la première année d'exécution du marché.

Puis, ils sont révisables annuellement à la date anniversaire du début d'exécution des prestations par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \left(0,15 + 0,85 \frac{\text{CPF } 69.10}{\text{CPF } 69.10_0} \right)$$

Dans laquelle :

- P : prix révisé ;
- P₀ : prix du marché à sa date de notification ;
- CPF 69.10 = dernier indice trimestriel Service de conseil et de représentation juridique - base 2021 (Identifiant INSEE : 010766774) publié lors de la révision du prix ;
- CPF 69.10₀ = indice trimestriel Service de conseil et de représentation juridique – base 2021 publié au mois de remise des offres.

L'indice pro CPF 69.10 – Indices des prix de vente des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Prix de marché – CPF 69.10 – Services de conseil et représentation juridique – Base 2010 est publié sur le site de l'INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766774>

Important : à défaut de proposition de révision tarifaire dans le délai imparti, les prix en cours sont reportés et sont appliqués pour la nouvelle période de reconduction.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels **après validation par l'organisme**, à la date de reconduction du marché, prononcée dans le délai maximum d'un mois à compter de leur date de réception. L'opérateur économique en est informé par courrier simple ou courrier électronique. Ces prix sont fixes pour toute la durée de la reconduction.

Tant que les nouveaux tarifs n'ont pas été acceptés par l'organisme, les tarifs précédents s'appliquent.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

La variation des prix n'a pas à être constatée par avenant.

Les résultats des calculs sont arrondis à deux décimales.

9.4 Clause butoir

La clause limitative dite « de butoir » s'applique : l'évolution du prix sera limitée à une augmentation de 5% maximum l'an.

9.5 Clause de sauvegarde

L'augmentation des prix détaillés au présent marché est limitée à 5% par an. Cette limite s'applique à tous les prix, forfaitaires ou unitaires, du marché.

Au-delà de cette augmentation, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans pénalité.

9.6 Clause de réexamen

Conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande publique, l'organisme prévoit une clause de réexamen et le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications.

Le champ d'application et la nature de ces modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

- Ajout de nouveaux besoins non répertoriés par le présent accord-cadre ;
- Augmentation ou réduction du volume des prestations et/ou interruption et/ou suppression de manière temporaire ou définitive ;
- Prestations qui pourraient être transférées à un autre organisme ou abandonnées.

Article 10 DEFINITION DES PRESTATIONS

10.1 Détail des prestations

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

10.2 Evolution des prestations

L'organisme se réserve le droit de procéder à des augmentations ou des diminutions du volume des prestations mentionnées dans le présent marché en fonction des évolutions de son organisation dans une limite de 10% selon l'article R.2194-2 et suivants du code de la commande publique.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

Article 11 MODALITES DE SUIVI DU MARCHE

11.1 Représentation des parties

L'organisme, ainsi que le Titulaire, désigneront chacun un responsable du suivi du marché.

- Pour l'organisme : le Titulaire sera en relation avec le représentant de la CPAM de la Gironde en la personne du **Responsable du service bénéficiaire ou son représentant**. Ce dernier chargé du suivi de l'exécution des prestations

sera l'interlocuteur direct du Titulaire. Il est le correspondant habilité par l'organisme à prendre et à transmettre les informations et décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations.

- **Pour le Titulaire** : dès notification du marché et après chaque modification, le Titulaire s'engage à communiquer les coordonnées de la personne responsable du suivi du marché.
Ce représentant du Titulaire sera habilité à prendre et à transmettre les informations et décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations.
Le Titulaire s'engage à informer sans délai l'organisme de toute modification d'interlocuteur désigné.

11.2 Reporting, pilotage et réunions de suivi

Afin de s'engager dans une démarche d'amélioration de la qualité, différents niveaux de communication sont mis en place.

11.2.1 Suivi régulier des prestations

Le Responsable chargé du suivi du marché représentant la CPAM de la Gironde centralise les informations et remarques des services bénéficiaires, et lui seul est habilité à prendre contact avec le Titulaire concernant l'application technique et organisationnelle du marché.

11.2.2 Réunions annuelles

Des réunions partenariales composées des représentants de l'organisme et du Titulaire pourront être organisées une fois par an afin de faire le bilan des prestations réalisées et, le cas échéant, d'examiner les problèmes rencontrés lors de l'exécution des prestations ou tout autre élément jugé utile par les cocontractants pour la bonne réalisation des prestations.

Par ailleurs, il sera fait état au cours de ces réunions des moyens permettant d'améliorer les aspects :

- Qualitatifs
- Organisationnels
- Sécuritaires
- ...

La programmation et la durée de ces réunions sont fixées par le pouvoir adjudicateur au moment opportun.

Article 12 MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Prise en charge du stock de dossiers

La prise en charge du stock des dossiers en début de marché sera fera lors de la réunion de démarrage.

L'avocat cédant a procédé à une évaluation des tâches déjà réalisées pour chaque dossier.

Cette évaluation, validée par le service concerné, permet d'appliquer un pourcentage de remise sur le forfait de l'avocat prenant.

12.2 Règlement des sommes dues

Toute commande de prestation, objet du présent marché, fait l'objet d'une facture conformément aux prix indiqués à l'annexe n°2 à l'Acte d'Engagement (Bordereau de Prix).

Les dossiers sont réglés en deux fois :

- 50% du prix indiqué au Bordereau des prix (BP), au dépôt des premières écritures ;
- 50% du prix restant indiqué au Bordereau des prix (BP), à réception de la décision de justice ayant pour effet de mettre fin à l'instance devant la juridiction.

Les conseils / consultations juridiques sont réglés à réception de la note juridique écrite par le service bénéficiaire, sous réserve des éclaircissements qui peuvent être réclamés à la suite de la réception de la note.

Le Titulaire doit impérativement préciser dans sa facture, le tarif adéquat dû, en référence au Bordereau des Prix en vigueur, lors de la transmission de la décision rendue, au service bénéficiaire.

Les factures devront obligatoirement être accompagnées des justificatifs afférents à savoir :

- **pour la prestation d'assistance et de représentation légale : premières écritures / décision de justice ayant pour effet de mettre fin à l'instance devant la juridiction et analyse de la décision rendue, avec les conseils juridiques qui en découlent pour les dossiers de même type ainsi qu'un avis d'opportunité sur les voies de recours.**
- **pour la prestation de conseil : avis détaillé sur la problématique juridique soulevée par l'organisme, via une note écrite.**

La date de réception (des premières écritures / de la décision de justice ayant pour effet de mettre fin à l'instance devant la juridiction / de la note juridique) par le service bénéficiaire permet d'attester du service fait, sous réserve de la validation du service bénéficiaire.

Le paiement des factures intervient suivant les règles de la commande publique, dans les conditions prévues aux articles 10 et 11 du CCAG-PI.

Chaque facture sera transmise déduction faite de toutes les pénalités qui auront été émises sur la période échue. Si la facture n'est pas conforme (par exemple : défauts de documents justificatifs, non-conformité avec l'annexe n°2 à l'AE...), elle sera retournée au Titulaire afin qu'il la remette en conformité avec le marché.

Les factures devront impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- les noms ou la raison sociale du Titulaire du marché,
- le numéro SIRET,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'Acte d'engagement (AE),
- le numéro et intitulé du marché (*39_2025PI – Marché d'assistance juridique, de représentation légale et de conseil pour la DRH de la CPAM Gironde*),
- les références du/des bon(s) de commande(s),
- la date et le numéro de la facture,
- la date de remise des livrables le cas échéant,
- la désignation en clair des prestations concernées,
- la quantité,
- le prix unitaire HT exprimé en euro,
- le montant total HT exprimé en euro,
- le taux de TVA en vigueur à la date de la livraison,
- le montant total TTC à régler, exprimé en euro.

Le droit à présentation de la facture court :

- **à compter du dépôt des premières écritures auprès de la juridiction (après validation du service bénéficiaire), puis de la décision de justice ayant pour effet de mettre fin à l'instance devant la juridiction accompagnée de son analyse et du conseil en opportunité sur les voies de recours, pour la fonction d'assistance et représentation légale,**
- **à compter de la date de réception par l'organisme de la note juridique détaillée demandée pour la fonction de conseil juridique.**

En application des articles L.2192-1 et suivants du Code de la Commande publique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro.

La facture établie par le titulaire sera adressée à la CPAM de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format PDF.

Les informations obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de la CPAM de la Gironde via CHORUS PRO sont :

SIRET : 78184742100018

Numéro de service = n° du marché : 39_2025PI

Numéro d'engagement = n° du marché : 39_2025PI

La transmission d'une facture par une autre voie ne sera pas prise en compte.

12.3 Délai de paiement

Les sommes dues sont payées par virement dans un délai de trente (30) jours. Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture par le pôle juridique de l'organisme sous réserve de service fait.

Au-delà de ce délai, et lorsqu'il est imputable à l'organisme, tout retard de paiement donnera lieu au paiement d'intérêts moratoires dont le taux est celui de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les pénalités dont le Titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 15 du présent cahier des clauses administratives particulières seront déduites du montant hors taxes de la facture.

12.4 Avances - acomptes

Conformément à l'article L.2191-2 du code de la commande publique, une avance sera accordée au Titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-5 du Code de la Commande publique, sauf renonciation expresse de sa part (cf. partie dédiée sur l'Acte d'Engagement).

Le Titulaire pourra demander à bénéficier d'avances et/ou d'acomptes dans le respect des articles L.2191-2, R.2191-12 et suivants et R.2191-20 et suivants du Code de la Commande publique et de l'article 11 du CCAG-PI.

Article 13 RECEPTION DES SERVICES ET ACHEVEMENT DE LA MISSION

13.1 Vérification et réception des services

Les prestations réalisées par le Titulaire durant l'exécution du marché font l'objet de vérifications par l'organisme destinées à constater que les prestations répondent aux instructions fournies pour chaque dossier.

La mauvaise exécution des prestations sera caractérisée notamment par :

- L'absence injustifiée lors des audiences ;
- Le défaut de production ou de préparation des conclusions ou leur non-présentation préalable à l'organisme ;
- Le non-respect des instructions et orientations données, lorsque les orientations différentes ne résultent pas d'un changement prix en opportunité et autorisé par le représentant habilité de l'organisme ;
- L'inadéquation des prestations fournies, eu égard aux éléments demandés ;
- Le non-respect des délais d'exécution, lorsqu'il ne relève pas de la responsabilité d'un tiers (juridiction, partie adverse...).

Par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG-PI, la vérification et la réception des services juridiques ne font l'objet d'aucune disposition particulière. La mention « service fait » sur la facture vaut réception définitive de la (des) prestation(s) objet(s) du bon de commande et acceptation de la facture associée. Elle est subordonnée à la bonne réception des livrables attendus et à la validation du service bénéficiaire.

13.2 Achèvement de la prestation

La prestation de conseil s'achève lors de la remise à l'organisme de la note juridique demandée.

Concernant la prestation de représentation, celle-ci s'achève à réception de la décision de justice ayant pour effet de mettre fin à l'instance devant la juridiction par l'organisme, accompagnée de son analyse avec avis d'opportunité sur les voies de recours.

A l'achèvement de la prestation de représentation, l'avocat restitue à l'organisme toutes les pièces des dossiers confiés et tous documents à l'exécution des bons de commande sans pouvoir prétendre exercer pour quelque cause que ce soit un droit de rétention.

La restitution du dossier intervient par remise directe à l'organisme avec récépissé lorsqu'il y a eu transmission de documents originaux. Le Titulaire s'engage à détruire tout fichier dématérialisé utilisé et créé dans le cadre de l'instruction d'un dossier.

14.1 Les intervenants**14.1.1 Compétences attendues**

Il est attendu pour la bonne exécution des prestations des unités d'œuvre, des profils ayant l'expérience suffisante, ainsi qu'une parfaite maîtrise du droit objet du marché, une très grande capacité à traiter des affaires complexes du droit objet du marché, et une parfaite compétence dans le domaine du contentieux du droit objet du marché.

14.1.2 Avocats ou juristes chargés de l'exécution des prestations

Le Titulaire s'engage sur des profils qui doivent être respectés dans le cadre de l'exécution du marché.

Le Titulaire désignera au sein du cabinet un avocat ou un juriste chargé de l'exécution des prestations. L'avocat (ou le juriste) désigné devra être accepté par l'entité préalablement au début de l'exécution des prestations. Cette procédure se déroulera par courriel ou par courrier.

La réalisation des prestations ne pourra en aucun cas être confiée à un avocat ou à un juriste stagiaire.

En cours de réalisation des prestations, dans le cas où l'avocat ou juriste doit être remplacé, le Titulaire soumet au représentant de la personne publique, préalablement à toute intervention, le curriculum vitae de l'avocat/juriste qu'il souhaite affecter au marché.

La personne publique se réserve le droit d'accepter ou de refuser l'intervenant proposé.

Si au cours de l'exécution, il s'avère que la qualité des prestations ou l'attitude de l'intervenant se révèlent insatisfaisantes, les représentants de la personne publique se réservent le droit, par demande écrite et motivée, d'exiger du Titulaire le remplacement dudit intervenant dans les cinq jours de sa demande. Le non agrément d'un intervenant du Titulaire par les représentants de la personne publique ne saurait d'une façon quelconque exonérer le Titulaire de ses obligations de résultats.

En cas de renouvellement de l'équipe dédiée (avocat et juriste) en cours de marché (quel qu'en soit le motif), le Titulaire doit rapidement prendre les dispositions nécessaires, afin que l'entité ne subisse pas de préjudice à ce titre. La personne publique se réserve le droit d'accepter ou de refuser l'intervenant proposé.

Les prestations de représentation légale devant juridictions doivent, dans le respect de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, et notamment de son article 4, être exécutées exclusivement par un avocat.

14.2 Obligations et responsabilité du Titulaire**14.2.1 Respect des dispositions légales réglementaires et des règles déontologiques relatives à l'exercice de la profession d'avocat**

Le présent marché s'exécute dans le respect intégral de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires, et notamment dans celui des règles déontologiques relatives à l'exercice de la profession d'avocat et du Règlement Intérieur National de la profession (RIN) adopté par le Conseil national des barreaux par décision à caractère normatif n° 2005-003.

14.2.2. Obligations de confidentialité

Le Titulaire qui a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets, ne peuvent sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le Titulaire et la personne publique s'engagent, chacun pour sa part, à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait lui parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'entité ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause peut conduire à la résiliation immédiate du présent marché aux torts du Titulaire, après mise en demeure préalable de justifier le manquement supposé et sans indemnité.

14.3 Déontologie

14.3.1. Cadre général

Les intervenants du Titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, défini comme une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de leur profession.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire).

Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (Titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

14.3.2. Interdiction de plaider ou d'intervenir dans un contentieux contre l'entité

Le Titulaire s'engage à ne pas plaider ni intervenir dans un contentieux contre l'entité avec laquelle il travaille, durant toute la durée du marché y compris ses reconductions, ainsi que jusqu'à la fin des dossiers contentieux non clos à la fin de l'accord-cadre.

14.3.3. Indépendance, impartialité et objectivité

Le Titulaire s'engage à exercer ses fonctions avec indépendance, impartialité et objectivité, et doit s'assurer que les avocats dédiés à l'exécution des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre exercent également leurs fonctions avec indépendance, impartialité et objectivité pendant toute la durée du marché, y compris ses reconductions, ainsi que jusqu'à la fin des dossiers contentieux non clos à la fin de l'accord-cadre.

Tout élément intervenant en cours d'exécution du présent marché, reconductions comprises, qui serait susceptible de faire naître un doute quant à l'indépendance, l'impartialité et l'objectivité des Titulaires et des avocats dédiés à l'exécution des prestations, doit être immédiatement porté à la connaissance de l'entité.

14.3.4. Déclaration et gestion des conflits d'intérêt

Le Titulaire s'engage, en toute circonstance, à maintenir son indépendance d'analyse, de jugement et d'action.

Le Titulaire s'engage à éviter tout conflit d'intérêts pouvant exister entre ses intérêts matériels ou moraux et ceux de l'organisme.

Pendant toute la durée du présent marché, le Titulaire signale au Pôle Juridique de l'organisme, dès qu'il en a connaissance, toute situation le concernant susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts, même potentiel ou temporaire, avec les intérêts de l'organisme.

Dans le cas où une telle situation est en voie de se présenter, le Titulaire s'abstient formellement de participer aux réunions et soumet à l'approbation de l'organisme les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre de sorte à faire disparaître cette situation.

14.3.6. Engagement du Titulaire

Le Titulaire s'engage à ne pas proposer aux agents publics des récompenses en nature qui auraient pour conséquence le non-respect des principes déontologiques. Sont ainsi proscrits les comportements, actifs ou passifs, visant à bénéficier ou faire bénéficier d'un avantage quelconque par le biais de récompense en nature (repas, invitation hors cadre professionnel, cadeaux individuels, etc.). Toute action de démarchage ou invitation à des événements promotionnels de la part du Titulaire auprès des bénéficiaires est prohibée.

Les actions de démarchage, les missions pro-bono ou mécénat de compétence ou de prospection sont prohibées. En cas de conflit avéré, les prestations pourront être annulées avant le terme du bon de commande en cours. Cette annulation entraînera uniquement le paiement des prestations réellement réalisées.

En cas de non déclaration de conflit d'intérêt ou de non-respect des obligations du présent article, des pénalités pourront être appliquées.

En cas de conflit d'intérêt grave et répété, ou d'absence de déclaration, le marché pourra être résilié.

Article 15 PENALITES

15.1 Pénalités de retard

Les pénalités pour retard, qu'est susceptible d'encourir le Titulaire en cas de retard d'exécution, commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante : $P = V * R/100$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable, étant précisé que la valeur de règlement des prestations du bon de commande tient lieu de valeur de règlement de l'ensemble des prestations ;

R = le nombre de jours de retard.

Pour rappel, les délais imposés par le CCTP sont les suivants :

- Article 6.1.1 et article 8.2 CCTP : 10 jours ouvrés à compter de la saisine du Titulaire, pour déposer une assignation ou requête introductive (après validation par le service bénéficiaire) ou en 5 jours ouvrés en cas d'urgence précisée au bon de commande ;
- Article 6.1.2 CCTP et article 8.3 : 1 jour ouvré à compter de la date d'audience, pour fournir un compte-rendu écrit de l'audience au service bénéficiaire (par messagerie électronique) ;
- Article 6.1.2 et article 8.2 CCTP : 2 jours ouvrés à compter de la réception par le Titulaire, pour transmettre la décision rendue au service bénéficiaire ;
- Article 6.1.2 et article 8.2 CCTP : 2 jours ouvrés à compter de la réception de la décision rendue, pour fournir au service bénéficiaire une analyse de la décision, des conseils pour les différends du même type et un avis sur l'opportunité d'exercer ou non la voie de recours, par écrit (par messagerie électronique) ;
- Article 6.2.1 et article 8.2 CCTP : 2 jours ouvrés à compter de la réception de la demande, pour répondre à une demande de conseil juridique par écrit ;
- Article 7.4, 8.1 et 8.2 du CCTP : 2 jours ouvrés pour accuser réception du bon de commande (par messagerie électronique) et se saisir du dossier confié.

15.2 Autres pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de manquement du Titulaire concerné à ses obligations contractuelles, l'organisme se réserve le droit d'appliquer au Titulaire, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- En cas d'absence, non justifiée ou insuffisamment justifiée : une pénalité forfaitaire de 150 € pourra être appliquée. Est considéré comme une absence toute représentation par une personne manifestement incompétente ou insuffisamment informée du dossier ou encore une absence totale à l'audience prévue (article 6.1.2 du CCTP) ;

- En cas de demande de prolongation des délais contractuels, jugée comme injustifiée et donc refusée par le service bénéficiaire : une pénalité de 100 € pourra être appliquée (article 7.3 du CCTP) ;
- En cas de non-respect des exigences fixées par le pouvoir adjudicateur dans le bon de commande : une pénalité forfaitaire de 100 € pourra être appliquée (article 6.1 et 7.4 du CCAP) ;
- En cas d'absence du Titulaire à la réunion de suivi : une pénalité de 300 € pourra être appliquée (Article 7.4 CCTP) ;
- En cas de non-exécution d'un bon de commande : une pénalité de 300 € pourra être appliquée (article 7.6 du CCTP).

15.3 Cumul des pénalités

Les pénalités énumérées ci-dessus aux articles 15.1 à 15.3 sont cumulables et plafonnées.

Elles sont plafonnées à 30 % maximum du montant total mensuel des prestations.

En tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra pas excéder 25% du montant total annuel des prestations.

Au-delà de trois prestations pénalisées, l'organisme se réserve le droit de résilier le présent marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il n'est pas prévu d'exonération de paiement des pénalités.

Article 16 CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties par le Titulaire au titre de la loi du 2 janvier 1981 modifiée, facilitant le crédit aux entreprises.

A cet effet, une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme à l'original sera remise au Titulaire à sa demande écrite. Cette copie porte la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du Titulaire, à l'établissement financier de son choix.

Les cessions de créance doivent être notifiées à Monsieur l'Agent Comptable de la Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde en recommandé avec accusé de réception.

Article 17 SOUS-TRAITANCE

En vertu des dispositions des articles L.2193-2 et L.2193-3 du code de la commande publique, le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du présent marché, sous réserve de l'acceptation de l'organisme et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

L'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de leur(s) condition(s) de paiement sont soumis aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la Commande publique.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché. Le Titulaire du marché demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'organisme, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent. Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'ensemble des dispositions visées dans les pièces constitutives du présent marché s'appliquent à l'ensemble des intervenants.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

L'organisme n'est lié que par l'offre financière du Titulaire du marché. Le Titulaire du marché demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

La profession d'avocat étant réglementée, le Titulaire devra, s'il souhaite sous-traiter, s'assurer que le sous-traitant soit habilité à exercer la profession d'avocat.

Article 18 RESPONSABILITE

Le Titulaire est civilement responsable de son personnel, de son matériel et de la bonne exécution des prestations. Il est donc responsable des dommages matériels et corporels qui pourraient être causés par son fait, celui de ses salariés, de son matériel ou de ses sous-traitants, au personnel, aux tiers ou aux installations de l'organisme du fait ou à l'occasion de l'exécution de la prestation.

Article 19 ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le Titulaire doit pouvoir justifier de l'inscription à son ordre professionnel et avoir souscrit à toutes les assurances nécessaires pour garantir toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il fait appel dans le cadre du présent marché.

Le Titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le Titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques couverts et sa période de validité dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande.

Si le Titulaire ne souscrit pas à cette obligation, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Article 20 MODIFICATIONS DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A son relevé d'identité bancaire,
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

L'organisme s'engage à notifier au Titulaire tout changement se rapportant à l'un des éléments listés ci-dessus.

20.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par courriel au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société.

20.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert du marché.

Le nouveau Titulaire devra apporter la preuve de sa capacité à assurer la continuité du marché.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

Article 21 RESILIATION

L'organisme peut, si le Titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent marché, prononcer la résiliation du marché.

Les conditions et les modalités de résiliation applicables au marché sont celles prévues au chapitre VII du CCAG – PI.

Outre ces cas de résiliation, l'organisme se réserve la possibilité de résilier le marché, de plein droit, sans mise en demeure préalable et sans possibilité de demander la perception d'indemnité, dans les cas suivants :

- Augmentation des prix détaillés au présent marché supérieure à 5% par an (en application de la clause de sauvegarde prévue à l'article 9.3.2 et 9.3.3 du présent C.C.A.P.),
- Au-delà de trois pénalités notifiées, l'organisme se réserve le droit de résilier le présent marché (en application de l'article 15 du présent C.C.A.P. relatif au cumul de pénalités),
- Dans le cas de l'adhésion de la CPAM de la Gironde à un marché régional ou à un marché national, sur le segment de ce marché ;
- En cas de conflit d'intérêt grave et répété (article 14 du CCAP) ;
- En cas de non-respect de la clause de confidentialité (article 23 du CCAP) ;
- En cas de non-respect des dispositions prévues au présent C.C.A.P.

Article 22 DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'option retenue dans le cadre des droits d'exploitation sur les résultats est celle de l'option B « *Cession des droits d'exploitation sur les résultats* » du CCAG-PI (chapitre V article 25) : « *Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché.* ».

Il est précisé que l'on entend par « *résultats* » tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que définis à l'article 23 du CCAG-PI.

Le Titulaire cède à la CPAM de la Gironde, à titre exclusif l'intégralité des droits de propriété intellectuelle attachés à la réalisation des prestations (résultats) permettant à la CPAM de les exploiter librement, et ce dans les conditions suivantes :

a. Etendue des droits cédés

La présente cession comprend le droit de reproduction, et d'adaptation des prestations sur tous supports et par tous vecteurs, mode et procédés connus et inconnus à ce jour.

Le droit de reproduction comprend le droit de reproduire et de faire reproduire tout ou partie des prestations sur tous supports, actuels et futurs, et notamment :

Le droit de numériser des prestations, de les mettre en mémoire sur tout support, de moduler, compresser, décompresser ou utiliser tous les autres procédés techniques de même nature à l'égard des prestations numérisées pour les besoins de son stockage, son transfert, son traitement informatique, son adaptation et/ou son exploitation ;

Le droit de modifier, formater, d'extraire, d'incorporer les prestations ou tout élément des prestations.

Le droit d'adaptation comprend d'une manière générale le droit d'adapter tout ou partie des prestations, les faire évoluer en les déclinant, les modifier pour un usage, une finalité sous quelque forme que ce soit.

b. Territoire et durée

La cession des droits visés ci-dessus est réputée s'effectuer au fur et à mesure de la réalisation des prestations par chaque Titulaire.

Cette cession vaut pour le monde entier pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu'elle résulte des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

c. Exclusivité

La cession des droits objets du présent article est accordée à titre exclusif par le Titulaire à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la GIRONDE.

En vertu de cette exclusivité, le Titulaire s'engage à n'utiliser en aucun cas, directement comme indirectement, les prestations, et à ne communiquer en aucune circonstance les prestations à un tiers sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

d. Garanties

Le Titulaire garantit à l'organisme être seul titulaire des droits cédés au titre de l'accord-cadre concerné et pouvoir en conséquence les céder sans qu'il ne soit jamais ni recherché ni inquiété à cet égard, pour quelque cause et sur quelque fondement juridique que ce soit et pour la durée et l'étendue géographique de la présente cession.

Le Titulaire fait son affaire d'obtenir de toute personne ayant participé à la création des prestations, qu'elle soit ou non son salarié, son fournisseur ou son sous-traitant, la cession des droits de propriété intellectuelle afférentes aux prestations.

e. Rémunération

Il est entendu entre les parties que le prix de la présente cession de droit est compris dans la rémunération globale due au titre de la réalisation des prestations (intégration au prix forfaitaire/unitaire).

f. Droit moral

La CPAM de la GIRONDE s'engage à respecter le droit moral du ou des auteurs des prestations conformément aux articles L.121-1 et suivants du code de propriété intellectuelle.

g. Résiliation

Nonobstant la résiliation ou annulation de l'accord-cadre, les droits patrimoniaux se rapportant aux prestations demeureront acquis à l'Organisme tant qu'il n'en sera pas décidé autrement, par une décision de justice ayant pour effet de mettre fin à l'instance devant la juridiction.

Article 23 CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse l'organisme, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Il est établi entre le Titulaire et l'organisme un Acte Contractuel de Confidentialité (ACC) joint en annexe n°1 du présent C.C.A.P.

Article 24 DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD

Les dispositions relatives au règlement européen sur la protection des données (RGPD) doivent être respectées. Permettant de garantir un traitement des données répondant aux exigences du RGPD ainsi que la protection des droits.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'Organisme ou, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« le règlement européen sur la protection des données ») et la loi 78/17 du 6 janvier 1978 modifiée (« Loi informatique et libertés »).

De plus, le Titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses salariés et à ses partenaires.

24.1 Objet et description du traitement

Le Titulaire du marché est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objets du présent marché.

La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel est limitée aux prestations objet du présent marché (diagnostic des événements signalés par le responsable du traitement, des actions curatives correspondantes).

Les données à caractère personnel traitées sont les données des assurés ainsi que les données des employés du responsable du traitement ou de toutes personnes physiques intervenant pour les besoins des assurés.

24.2 Obligations du Titulaire du marché

- Traiter les données à caractère personnel uniquement sur instructions du « responsable du traitement » et pour les finalités citées ci-dessus,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, en s'interdisant toute communication à un tiers sans accord du responsable du traitement,
- Faire intervenir des personnes soumises à une obligation légale et appropriée de confidentialité et ayant reçu une formation adaptée,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque et en informer le responsable du traitement,
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement,
- Apporter l'assistance au pouvoir adjudicateur pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : droit d'accès, rectification, effacement, opposition, etc.
- Mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

24.3 Obligations du Pouvoir adjudicateur

Le DPD (Délégué à la protection des données, ou DPO) de la CPAM de la GIRONDE est joignable à l'adresse mail suivante : dpo-cpam-gironde@assurance-maladie.fr

Le responsable du traitement s'engage à :

- Fournir au Titulaire du marché les seules données à caractères personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir que le traitement est effectué conformément aux textes susvisés,
- Informer les personnes dont les données personnelles sont traitées à tout moment de leur collecte,
- Traiter les demandes d'accès, de modification, et le cas échéant de suppression, aux données formulées par les personnes concernées,

Le responsable du traitement pourra diligenter à tout moment un audit de vérification des mesures mises en œuvre.

Article 25 LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE

Si des difficultés devaient s'élever entre l'organisme et le Titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de conciliation définie aux articles R.2197-1 et suivants du Code de la Commande publique.

La juridiction compétente est la juridiction de droit commun du ressort du siège social de l'organisme :

Tribunal Judiciaire de Bordeaux
30 rue des Frères Bonie
CS 11403
33 077 Bordeaux

Tél : 05 47 33 90 00

Fax : 05 47 33 91 88

Article 26 DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du C.C.A.P. par lesquels sont introduites ces dérogations :	Articles du C.C.A.G.-P.I. auxquels il est dérogé :	Objet de la dérogation :
8	4	Ordre des pièces contractuelles
21	chapitre VII	Motifs de résiliation
15	14	Pénalités